



Sur l'école, Macron embarque Attal dans son pacte avec la droite

Autorité, savoirs fondamentaux, laïcité et uniforme : depuis la rentrée, Emmanuel Macron a placé l'école, nouveau « domaine réservé », sur les rails de la nostalgie. Une stratégie politique censée plaire à la droite, dans un quinquennat enlisé. Nouveau ministre en charge, Gabriel Attal navigue pour l'instant entre cette feuille de route conservatrice et les aspirations du corps enseignant. Juste avant d'annoncer la composition de son prochain gouvernement, au milieu de l'été, Élisabeth Borne compose le numéro de Pap Ndiaye. Le ministre de l'éducation nationale ne se fait plus d'illusions depuis quelques jours : son sort est scellé. Au bout du fil, la première ministre lui confirme ce qui était un secret de Polichinelle et, entre deux compliments sur son action, lui en esquisse la raison. « Il nous faut un cogneur », lance-t-elle au bout du fil. Le 20 juillet, Gabriel Attal est nommé rue de Grenelle.

Sept semaines plus tard, le « cogneur » a cogné : interdiction des abayas à l'école, durcissement de la lutte contre le harcèlement scolaire, retour des épreuves de spécialité du baccalauréat en juin... Le tout présenté lors d'une tournée médiatique de grande ampleur, des journaux télévisés de TF1 et M6 à la matinale de France Inter, en passant par le plateau de « Quotidien », qui en a fait le « ministre star » de la rentrée.

Avec son prédécesseur, la rupture de méthode est nette. Gabriel Attal est plus à l'aise dans les médias, plus habile sur le plan politique, plus fin connaisseur des rouages de l'État. Dans son entourage, on reconnaît sans le dire trop fort une envie d'« incarnation » « On sent une vraie volonté d'aller plus vite, de faire bouger l'administration », se réjouit Violette Spillebout, députée Renaissance du Nord et porte-parole du groupe macroniste. Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire général du syndicat SE-Unsa, a le phrasé moins enthousiaste : « En ce moment, c'est un jour, une annonce. »

En changeant de ministre de l'éducation nationale un an après sa réélection, Emmanuel Macron n'a pourtant pas seulement troqué un intellectuel discret pour un professionnel de la politique. Le président de la République a également voulu impulser un changement de cap, qu'il a esquissé dans son entretien-fleuve au Point fin août. L'école doit servir à « rebâtir la nation », y résume-t-il. « Quand il parle de l'école, il parle de faire nation, mais pas de faire société, et c'est significatif », regrette Sophie Vénétiay, secrétaire général du syndicat enseignant Snes-FSU.

Dans l'esprit du chef de l'État, qui a décidé de faire de l'éducation un de ses « domaines réservés », la priorité est à transmettre « les valeurs de la République » aux élèves, à « renforcer les savoirs fondamentaux » et à « lutter contre les inégalités à la racine ». Un programme en apparence consensuel duquel émergent vite quelques points saillants : le « retour de l'autorité du maître à l'école », l'urgence de « reciviliser », la réaffirmation de la laïcité...

Macroniste jusqu'au bout des ongles, le « cogneur » Attal envoie donc surtout des crochets du droit. De sa rentrée, la postérité retiendra l'interdiction des abayas ; son prédécesseur se refusait à la prononcer, jugeant que l'État n'avait pas à édicter un « catalogue » sur la « longueur des robes ». Gabriel Attal lui-même a reconnu sur France Inter, « de manière très franche et transparente », s'être « posé la question » de commencer l'année par une telle décision.

La droite et l'extrême droite ont applaudi, à l'unisson, le « courage » du nouveau ministre. Et les autres mesures sont à l'avenant : la mise en œuvre du « pacte » enseignant comme remake du « travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy, l'accent mis sur le « lire-écrire-compter », la volonté de réécrire les programmes



d'histoire et d'enseignement moral et civique, la porte ouverte à la mise en place de l'uniforme scolaire... L'historien de l'éducation Claude Lelièvre, spécialiste des politiques scolaires, y voit une « copie quasiment conforme » du programme éducation du parti Les Républicains (LR).

« Alors qu'il est au fond un libéral, Emmanuel Macron a franchi en cette rentrée toutes les lignes rouges, avec un discours conservateur voire passéiste, poursuit l'intellectuel, marqué à gauche. Il est même plus à droite que la droite du XX siècle : le gaullisme a été modernisateur pour l'école, tout comme Valéry Giscard d'Estaing ! » À l'unisson, Ali Rabeh, le maire (Génération.s) de Trappes (Yvelines), entend dans le discours de l'exécutif « les poncifs habituels de la droite, allant encore plus loin que Nicolas Sarkozy »

Attal, nouveau chouchou de la droite

« C'est presque paradoxal pour un président aussi jeune d'avoir une vision passéiste, abonde Elisabeth Allain-Moreno, du syndicat SE-Unsa. On assiste à un renforcement d'une vision conservatrice, voire ultra-conservatrice de la France, de ses institutions et de l'école en particulier. Mais il parle d'une école qui n'existe plus depuis longtemps. » Ancien cadre du ministère de l'éducation nationale, Ali Rabeh va même plus loin : « On fantasme une France de l'autorité, un peu comme dans le film Les Choristes, qui n'a jamais existé. »

À l'inverse, la droite se réjouit des nouvelles priorités éducatives de l'exécutif. « Les intentions exposées par Gabriel Attal donnent raison à nos propositions », note Annie Genevard, députée du Doubs et secrétaire générale de LR. J'observe qu'on a un ministre très à l'offensive. J'ai approuvé ses premières décisions, sur le harcèlement ou l'abaya, sur la réaffirmation des savoirs fondamentaux comme mission première de l'éducation nationale. Ce sont des choses que nous défendons depuis longtemps. »

La députée, spécialiste des questions d'éducation au sein du parti de droite, poursuit : « L'autonomie des établissements, la refonte des programmes, l'importance du "lire-écrire-compter" ou la laïcité, c'est nous qui avons imposé ces thématiques dans le débat public sur l'école. Que le gouvernement les reprenne à son compte, c'est une première victoire. Il faut maintenant transformer l'essai, passer des intentions aux actes. »

Dans le contexte politique de ce quinquennat, les mots de la numéro 3 du parti post-gaulliste ne sont pas à prendre à la légère. Privé de majorité parlementaire, Emmanuel Macron n'a pas opéré ce virage stratégique au hasard. Cette droitisation de la ligne sur l'éducation s'inscrit dans une stratégie de rapprochement avec LR, qui s'observe sur tous les sujets ou presque, des finances publiques à l'immigration.

Pour sortir de l'ornière d'un quinquennat enlisé, le camp présidentiel s'est fait à l'idée qu'il aura besoin de la droite à court et moyen terme. Alors, le ton a changé et les idées se sont rapprochées. « C'est de la triangulation pure et dure », estime Ali Rabeh. Macron est enfermé dans sa stratégie de construction de majorités. C'est du calcul, sinon il ne ferait pas ça. Il est trop intelligent pour penser que l'uniforme ou l'autorité régleront les problèmes dont il parle. »

Il est assez facile de proposer des choses clairement marquées à droite, car ces sujets recoupent des clichés faux mais solidement ancrés dans la société.

Claude Lelièvre, historien de l'éducation.

Doctorant en sciences politiques et spécialiste de la droite LR, Émilien Houard-Vial analyse le « changement de logiciel » du macronisme. « Pour l'électeur de droite, l'école est liée à la discipline ou à l'effort », souligne-t-il. Le maître est presque réduit à une image d'Épinal de la III République et l'école doit être efficace : son rôle, c'est



d'apprendre à lire, écrire et compter et de dispenser des formations diplômantes. Le macronisme a petit à petit évolué vers cette vision d'une société bien ordonnée. Le message, c'est : "On fait votre programme donc on aimerait bien qu'à un moment donné, vous nous rejoigniez". »

Par-delà les logiques d'appareil, l'accent mis sur cette vision de l'éducation revêt aussi un intérêt électoral pour le pouvoir. Après avoir suscité un mécontentement croissant au sein de l'institution depuis six ans, Emmanuel Macron semble désormais principalement s'adresser aux parents d'élèves. En revendiquant une école ouverte de 8 heures à 18 heures, des vacances d'été raccourcies et en incitant les professeurs à effectuer plus de missions, le chef de l'État flatte les vieux discours sur les enseignants et leur temps de travail.

« Il est assez facile de proposer des choses clairement marquées à droite, car ces sujets recoupent des clichés faux mais solidement ancrés dans la société, analyse Claude Lelièvre. Croire que savoir lire, écrire, compter, c'est l'essentiel et que c'est républicain, c'est majoritaire ; croire qu'on ne fait plus de chronologie en histoire, les gens le pensent vraiment ; croire que les enseignants sont plus absentéistes que la moyenne, c'est communément admis bien que faux. »

Lors de cette rentrée, une initiative de Gabriel Attal a particulièrement indigné le corps enseignant. Le ministre a envoyé aux directeurs et directrices d'établissement un tract destiné aux parents et intitulé « Rentrée 2023 : ce qui change pour vos enfants »

Censé promouvoir l'action du gouvernement, le document fait passer pour acquis l'existence d'un consensus entre le ministère et les enseignants sur les mesures évoquées. De quoi susciter le courroux de leurs représentants. « La com' du ministère, un véritable tissu de mensonges ! », s'est ainsi exclamée la FSU-SNUipp dans un communiqué qui appelle, à l'unisson des autres syndicats, à ne pas distribuer ce tract.

Dans la foulée des révoltes urbaines du mois de juin, l'école a été utilisée dans le discours du pouvoir comme le lieu de la « recivilisation » qu'appelle Emmanuel Macron de ses vœux. « Quand il n'y a plus de cadre, plus d'éducation, plus de rapport à l'autorité qui vous ramène à une forme de raison, vous arrivez à ce résultat-là », disait le chef de l'État dans *Le Point* « Le gouvernement a envoyé un signal d'autorité très fort, appuie Violette Spillebout. L'idée, c'est de montrer des signes importants de présence de la République et de ses valeurs. »

Le va-et-vient périlleux du ministre

À gauche, Ali Rabeh y voit un écran de fumée, faute de traiter les causes profondes des dysfonctionnements. « Ils sont prêts à jeter le bébé avec l'eau du bain pour passer entre les gouttes de leurs échecs, juge le maire de Trappes. Les remontées sont édifiantes sur le métier de professeur, le harcèlement, les élèves sans affectation... Pour éviter de répondre sur tous ces fronts, ils agitent des chiffons rouges comme les jeunes de banlieues ou les musulmans. C'est d'un cynisme inouï. À court terme, ça peut marcher dans l'opinion. Mais pour la suite, attention. Quand vous pactisez avec le diable, à un moment, il prend votre âme. »

Dans le camp présidentiel, on nuance cette lecture politique des orientations éducatives du gouvernement. « Notre sujet n'est pas politicien, plaide Violette Spillebout. Ça fait partie de l'ADN du macronisme de prendre les bonnes idées partout, d'avoir à la fois la modernité, le progrès, le numérique à l'école et le retour à quelques principes d'avant qui fonctionnaient. Aujourd'hui, l'éducation n'est plus un sujet de gauche ou de droite. »

Dans l'entourage de Gabriel Attal, on rappelle de la même façon que « son créneau, c'est le macronisme originel et il tient à l'occuper de façon centrale »

La nuance n'est pas que langue de bois : au milieu de cette offensive conservatrice, Gabriel Attal prend soin d'envoyer des signaux aux professeurs, mais aussi à un



électorat de gauche sensible à ces questions. Ainsi de l'allocation de rentrée scolaire et du vieux débat sur son utilisation, qu'il s'est évertué à éteindre dans l'œuf dès son arrivée, de sa volonté d'insister sur la revalorisation des professeurs (hors « pacte ») ou encore de ses décisions attendues sur l'organisation du baccalauréat.

« Sa priorité, ce n'est pas du tout les abayas, c'est le niveau des élèves, le climat scolaire et l'attractivité du métier », le défend un proche. Sophie Vénéitay, du Snes-FSU, pointe l'habileté du nouveau ministre : « Gabriel Attal essaye de marcher sur deux jambes. Il met en avant le discours présidentiel, mais parle aussi de l'émancipation des élèves, du bien-être des jeunes, il fait de gros clins d'œil aux syndicats sur le dialogue social. Il est donc pour le moment un redoutable exécutant du en même temps. »

Maud Valagas, porte-parole de SUD éducation, perçoit une « espèce de séparation des rôles » entre le président de la République et son ministre. « Macron s'adresse à la droite extrême, à l'extrême droite et aux familles », résume-t-elle. Quand par exemple il annonce un collège ouvert de 8 heures à 18 heures, on rigole. Tous les professeurs savent que c'est déjà le cas. Attal, lui, va plutôt être sur des annonces qui tentent de parler au monde enseignant. » À l'Unsa, Elisabeth Allain-Moreno salue un « dialogue ouvert et posé » avec Gabriel Attal, mais attend de juger sur pièces : « On saura bientôt s'il est en capacité de résister vraiment et d'infléchir la feuille de route. »

